



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 65.058/4
du 14 février 2019

advies 65.058/4
van 14 februari 2019

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'fixant les
modalités d'octroi des subsides
visés par l'ordonnance du
31 mai 2018 relative à l'octroi
de subsides aux
investissements en
infrastructures sportives
communales'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot vastlegging van
de modaliteiten voor het
toekennen van de subsidies
beoogd door de ordonnantie
van 31 mei 2018 betreffende
de toekenning van subsidies
voor investeringen in
gemeentelijke
sportinfrastructuren'

Le 19 décembre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant les modalités d'octroi des subsides visés par l'ordonnance du 31 mai 2018 relative à l'octroi de subsides aux investissements en infrastructures sportives communales'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 février 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Marc OSWALD, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 février 2019.

*

Op 19 december 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot vastlegging van de modaliteiten voor het toekennen van de subsidies beoogd door de ordonnantie van 31 mei 2018 betreffende de toekenning van subsidies voor investeringen in gemeentelijke sportinfrastructuren'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 februari 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc OSWALD, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 februari 2019.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il y a lieu d'insérer dans le préambule un alinéa 1^{er} nouveau, qui sera rédigé comme suit :

« Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relatif aux institutions bruxelloises' ».

C'est en effet cette disposition qui sert de fondement, en tout cas, aux articles 18, alinéas 2 et 3, 20 et 21.

2.1 Les articles de l'acte législatif qui constituent le fondement du projet d'arrêté doivent être cités avec la mention de leurs subdivisions pertinentes ¹.

Le préambule visera dès lors, outre les articles 7, 14, 16 et 25 de l'ordonnance du 31 mai 2018 'relative à l'octroi de subsides aux investissements en infrastructures communales', son article 11, alinéa 4.

2.2 L'article 19 de la même ordonnance, qui n'est du reste visé que dans la version française du projet, ne constitue pas la base légale de ce dernier et sera omis.

2.3 L'article 3, 4^o, de l'ordonnance du 31 mai 2018 étant mis en œuvre par l'article 6 et plus précisément le modèle B joint en annexe au projet, mention de cette disposition de l'ordonnance du 31 mai 2018 sera faite à l'alinéa 1^{er}.

3. Seul sera visé le présent avis du Conseil d'État et non l'avis n° 61.979/4 donné le 26 septembre 2017, donné à propos de l'ordonnance du 31 mai 2018.

Par ailleurs ce visa deviendra le dernier alinéa du préambule.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 23.1.

4. Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', le projet examiné doit faire l'objet d'une évaluation au regard du principe de handistreaming.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances', ce rapport doit être intégré dans le rapport d'évaluation de l'impact du projet dit « test d'égalité des chances », conformément au modèle repris en annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 'portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances'.

L'alinéa 6 sera également revu conformément à cette observation.

5. Par ailleurs, certaines dispositions de l'ordonnance du 31 mai 2018 ne sont pas mises en œuvre alors qu'elles doivent l'être, tels les articles 11, alinéa 2, et 20, alinéa 4.

L'auteur du projet y veillera.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de reproduire des définitions figurant dans la norme législative qu'il exécute. En conséquence, compte tenu de l'article 3, 5^o et 8^o, de l'ordonnance, les définitions du Ministre et du cadastre des sports figurant à l'article 1^{er}, 1^o et 10^o, du projet d'arrêté seront omises.

2. Au 11^o, on écrira « agréé » et non « agréée ».

Article 3

La possibilité pour le Gouvernement de valider un mode de communication électronique est déjà prévue à l'article 26, § 3, alinéa 2, de l'ordonnance du 31 mai 2018. En vertu du principe de la hiérarchie des normes, il ne convient pas qu'un arrêté du Gouvernement reproduise une norme figurant dans une ordonnance.

L'article 3 sera omis.

Article 4

Il convient d'écrire « conformément au modèle repris en annexe A », une observation analogue valant pour l'article 6, alinéas 1^{er} et 3.

Article 5

1. Le 1° fait mention de « la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services », qu'a abrogée l'article 190 de la loi du 17 juin 2016 'relative aux marchés publics'.

Il convient dès lors de revoir la disposition pour s'y référer à la législation en vigueur, la même observation valant pour l'article 7.

2.1. Au 7°, il n'y a pas lieu de prévoir deux branches d'une alternative dont l'une est mentionnée entre parenthèses. Soit cette branche de l'alternative est considérée par l'auteur du projet comme une possibilité de même ordre et dans ce cas, les parenthèses seront omises, soit tel n'est pas le cas et dans cette hypothèse, les conditions auxquelles cette seconde branche de l'alternative est admissible seront énoncées dans l'arrêté en projet.

De même, il n'y a pas lieu d'énoncer entre parenthèses et sous forme exemplative les documents justificatifs qui permettront de soutenir le décompte final provisoire des travaux ². Dans un souci de sécurité juridique, ces documents seront énoncés comme étant ceux qui seront considérés comme justificatifs sans qu'une marge d'appréciation soit laissée au Gouvernement et, à fortiori, à l'administration.

Une observation similaire vaut pour le 8°.

2.2. Une observation analogue vaut pour les articles 7, 2°, 11, 1° et 4°, 12, 1°, 13, 1°, 14, 6°, et 19, alinéa 2, du projet.

Article 6

À l'alinéa 3, il convient d'omettre les mots « sera réalisée préalablement à la définition du projet et celle-ci » : il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de reproduire dans un texte réglementaire une règle consacrée dans l'ordonnance qu'il exécute, en l'occurrence, à l'article 14, 3^{ème} tiret, de celle-ci.

Article 7

La disposition règle le contenu de la demande d'octroi de subsides relatifs à l'exécution de travaux. Au 8°, il est prévu que le dossier doit comprendre une copie de l'acte d'acquisition ou du jugement d'expropriation du bien, « lorsque les travaux sont réalisés sur un bien acquis grâce au subside ».

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 86.

Toutefois, le subside dont il est question dans l'article 7 est celui relatif à l'exécution de travaux et non celui relatif à l'acquisition d'un bien immobilier. Pour cet autre subside, l'article 12 du projet d'arrêté prévoit que la demande de liquidation du solde du subside d'acquisition comprend une copie de l'acte d'acquisition ou du jugement d'expropriation du bien.

Le 8° doit être revu de manière à lever l'incohérence résultant du fait que le subside que règle la disposition en projet n'est pas, comme le laisserait entendre l'expression « bien acquis grâce au subside », le subside relatif à l'acquisition d'un bien immobilier. En outre, à supposer que l'hypothèse envisagée soit celle où le subside relatif à l'exécution de travaux porte sur un bien pour lequel a été obtenu un subside relatif à l'acquisition d'un bien immobilier, l'auteur du projet clarifiera le dispositif à cet égard, après s'être assuré qu'il est justifié, dans le cadre d'un subside relatif à l'exécution de travaux, d'exiger la production de documents qui ont déjà été fournis à l'autorité administrative régionale à l'occasion de la liquidation du subside relatif à l'acquisition d'un bien immobilier.

Article 8

Au 5°, il convient de préciser la nature des renseignements urbanistiques qui devront être délivrés par le fonctionnaire délégué.

Article 10

La référence à l'article 19 de l'ordonnance du 31 mai 2018 sera omise.

La même observation vaut pour l'article 11.

Article 14

1. La partie introductive de l'article 14 sera rédigée comme suit :

« Art. 14. Afin de justifier qu'il répond aux critères de majoration de l'article 22 de l'ordonnance, le bénéficiaire fournit les documents complémentaires suivants : ».

2. Aux 1° à 6°, plutôt que de reproduire le texte de l'ordonnance du 31 mai 2018 entre guillemets, mieux vaut chaque fois se référer à la disposition de l'ordonnance qui consacre les différentes hypothèses envisagées, à savoir l'article 22, § 2, respectivement 1° à 6°.

3. Aux 1° et 2°, il n'est pas fait état de critères de majoration, comme annoncé dans la phrase introductive de l'article 14, mais d'éléments, d'ordre temporel notamment (« La situation s'analyse au moment de la réponse à l'appel à projets pour le projet considéré »), à prendre en compte pour statuer sur la demande.

La section de législation n'aperçoit pas quels documents complémentaires le bénéficiaire pourrait fournir afin de justifier qu'il répond correctement à ces éléments d'appréciation qui ne constituent pas des « critères de majoration ».

La disposition sera revue, de manière à n'exprimer aux 1° à 2°, et comme c'est le cas pour les 3° à 6°, que des éléments susceptibles de s'analyser comme des « critères de majoration ».

4. Aux 3° à 6°, le mot « article » sera rédigé en toutes lettres.

5. Au 4°, il est fait état, pour démontrer que l'investissement est performant énergétiquement, de « conditions techniques publiées par l'Institut Bruxellois de la Gestion de l'Environnement ». Cette condition doit être précisée. Il y a par ailleurs lieu de rappeler que le pouvoir réglementaire appartient au Gouvernement, sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, et qu'un dispositif de portée réglementaire adopté par un organisme d'intérêt public est dépourvu de valeur sur le plan juridique si une disposition de nature légale ne confère pas une habilitation expresse en ce sens à l'organisme considéré, une telle disposition légale n'étant du reste admissible, selon la jurisprudence de la section de législation, que de manière exceptionnelle, pour autant notamment que la technicité de la réglementation le justifie.

La disposition sera revue à la lumière de cette observation.

Article 15

1. Au paragraphe 1^{er}, il y a lieu d'omettre les mots « En vertu de l'article 14, 5) et 6) », car la règle qu'énonce ce paragraphe 1^{er} n'est pas prise en vertu de cette disposition, mais en lien avec celle-ci. Si l'auteur du projet le juge utile, il écrira :

« Un bénéficiaire d'une majoration sur la base des critères mentionnés à l'article 14, 5° ou 6°, communique [la suite comme au projet] ».

2. La seconde phrase du paragraphe 1^{er} est dénuée de portée juridique : elle sera omise.

Article 18

1. L'alinéa 1^{er}, qui répète ce que prévoit déjà l'article 24 de l'ordonnance du 31 mai 2018, sera omis.

La disposition en projet commencera dès lors par un alinéa dont la première phrase sera rédigée ainsi :

« Lors de chaque comité d'accompagnement, le bénéficiaire informe la Direction des Investissements de l'évolution des projets subventionnés en vertu de l'ordonnance ».

2. Les alinéas 2 et 3 manquent singulièrement de clarté.

La disposition sera revue de manière à mieux y préciser les obligations incombant au comité d'accompagnement.

Article 22

L'article 20, alinéa 4, de l'ordonnance du 31 mai 2018 habilite le Gouvernement à arrêter « les modalités particulières de calcul du montant du subside lorsque l'investissement porte sur des travaux imprévisibles ». Il l'autorise également à arrêter « pour chaque catégorie d'investissements, [...] un montant maximal à prendre en compte pour le calcul du subside ».

L'article à l'examen, qui s'appuie sur cet article 20 et énumère quatre types de travaux et dépenses qui ne sont pas subsidiables, est donc dépourvu de base légale.

La disposition sera omise.

Article 23

Il résulte de l'article 23 que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur, le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Annexes

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'annexe B ne donne pas une exécution complète de l'article 3, 4^o, de l'ordonnance du 31 mai 2018. Elle sera revue.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

Outre celles qui ont déjà été formulées, le projet appelle de nombreuses observations de légistique.

À titre d'exemples, il y a lieu de relever :

– l'usage du verbe « devoir » (entre autres aux articles 4, 6, alinéa 1^{er}, 16) qui doit être abandonné au profit de l'emploi du verbe de l'action, conjugué à l'indicatif présent ³.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.5.2.

– l'emploi à divers endroits (entre autres aux articles 6, alinéa 2, 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 18 et, dans le texte français, aux articles 14 et 15), de l'indicatif futur, qui, lui, aussi doit être évité au bénéfice de l'indicatif présent ⁴.

*

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 3.11.1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Er dient in de aanhef een nieuw eerste lid ingevoegd te worden dat luidt als volgt:

“Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, van toepassing verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.”

Het is immers die bepaling die rechtsgrond biedt, althans voor de artikelen 18, tweede en derde lid, 20 en 21.

2.1 De artikelen van de wetgevende tekst die de rechtsgrond vormen van het ontwerpbesluit moeten vermeld worden met hun relevante onderverdelingen.¹

Behalve naar de artikelen 7, 14, 16 en 25 van de ordonnantie van 31 mei 2018 ‘met betrekking tot de toekenning van subsidies voor investeringen in gemeentelijke sportinfrastructuur,’ moet in de aanhef bijgevolg eveneens verwezen worden naar artikel 11, vierde lid, van die ordonnantie.

2.2 Artikel 19 van dezelfde ordonnantie, waarnaar overigens alleen in de Franse tekst van het ontwerp verwezen wordt, vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp en hoort niet te worden vermeld.

2.3 Aangezien artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 31 mei 2018 ten uitvoer gelegd wordt bij artikel 6, meer bepaald bij model B dat als bijlage bij het ontwerp gevoegd is, moet dat artikel 3, 4°, vermeld worden in het eerste lid.

3. Er mag alleen verwezen worden naar dit advies van de Raad van State en niet naar advies 61.979/4, dat op 26 september 2017 gegeven is betreffende de ordonnantie van 31 mei 2018.

Die verwijzing moet overigens het laatste lid van de aanhef worden.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 23.1.

4. Overeenkomstig artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, moet het voorliggende ontwerp geëvalueerd worden vanuit het oogpunt van handistreaming.

Sinds de inwerkingtreding op 1 januari 2019 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 ‘tot invoering van de gelijkekansentest’ moet dat verslag opgenomen worden in het evaluatieverslag van de impact van het ontwerp, de zogeheten “gelijkekansentest”, overeenkomstig het model dat opgenomen is in de bijlage van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2018 ‘tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest’.

Het zesde lid moet eveneens in het licht van die opmerking herzien worden.

5. Voor het overige worden sommige bepalingen van de ordonnantie van 31 mei 2018, zoals de artikelen 11, tweede lid, en 20, vierde lid, niet ten uitvoer gelegd terwijl dat wel moet gebeuren.

De steller van het ontwerp dient daarvoor te zorgen.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. De regering is niet bevoegd om definities over te nemen uit de wetgevende norm die ze ten uitvoer legt. Gelet op artikel 3, 5° en 8°, van de ordonnantie moeten de definitie van minister en de definitie van sportkadaster in artikel 1, 1° en 10°, van het ontwerpbesluit bijgevolg weggelaten worden.

2. In de Franse tekst van punt 11° schrijve men “agrée” in plaats van “agréé”.

Artikel 3

In artikel 26, § 3, tweede lid, van de ordonnantie van 31 mei 2018 is er al in voorzien dat de regering een elektronische communicatiewijze kan goedkeuren. Krachtens het beginsel van de hiërarchie van de normen mag in een besluit van de regering geen norm overgenomen worden die in een ordonnantie vervat is.

Artikel 3 moet weggelaten worden.

Artikel 4

Men schrijve “overeenkomstig het model opgenomen in bijlage A”. Een analoge opmerking geldt voor artikel 6, eerste en derde lid.

Artikel 5

1. In punt 1° wordt gewag gemaakt van “de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006”, die opgeheven is bij artikel 190 van de wet van 17 juni 2016 ‘inzake overheidsopdrachten’.

De bepaling dient bijgevolg aldus herzien te worden dat ze verwijst naar de geldende wetgeving. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7.

2.1. In de Franse tekst van punt 7° mag geen alternatief tussen haakjes vermeld worden. Ofwel beschouwt de steller van het ontwerp dat alternatief als een evenwaardige mogelijkheid en moeten de haakjes weggelaten worden, ofwel doet hij dat niet en moeten de voorwaarden waaronder dat alternatief toelaatbaar is, vermeld worden in het ontworpen besluit.

Ook de documenten die als bewijsstukken dienen voor de voorlopige eindafrekening van de werken mogen niet vermeld worden tussen haakjes.² Ter wille van de rechtszekerheid moeten die documenten vermeld worden als zijnde de stukken die als bewijs worden beschouwd, zonder dat daarbij een beoordelingsmarge wordt overgelaten aan de regering en, *a fortiori*, aan de administratie.

Een vergelijkbare opmerking geldt voor punt 8°.

2.2. Een analoge opmerking geldt voor de artikelen 7, 2°, 11, 1° en 4°, 12, 1°, 13, 1°, 14, 6°, en 19, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 6

In het derde lid dienen de woorden “plaatsvinden voordat het project omschreven wordt, en deze moet” weggelaten te worden: de regering is niet bevoegd om in een verordenende tekst een regel over te nemen die vervat is in de ordonnantie die ze ten uitvoer legt, *in casu* in artikel 14, 3^e streepje, ervan.

Artikel 7

De bepaling regelt de inhoud van de aanvraag tot toekenning van subsidies voor de uitvoering van werken. In punt 8° wordt bepaald dat het dossier een kopie van de verwervingsakte of van het oteigeningsvonnis van het goed moet bevatten “als de werken worden uitgevoerd aan een goed dat met behulp van de subsidie werd verworven”.

De subsidie waarvan sprake is in artikel 7, is evenwel die met betrekking tot het uitvoeren van werken en niet die met betrekking tot het verwerven van een onroerend goed. Voor die andere subsidie bepaalt artikel 12 van het ontwerpbesluit dat de aanvraag tot vereffening van

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 86.

het saldo van de verwervingssubsidie een kopie moet bevatten van de verwervingsakte of van het onteigeningsvonnis van het goed.

Punt 8° moet herzien worden zodat de incoherentie wordt weggenomen die voortvloeit uit het feit dat de subsidie die bij de ontworpen bepaling geregeld wordt, niet de subsidie is voor het verwerven van een onroerend goed, zoals dat afgeleid zou kunnen worden uit de uitdrukking “goed dat met behulp van de subsidie werd verworven”. In de veronderstelling dat men het geval beoogt waarin de subsidie voor het uitvoeren van werken betrekking heeft op een goed waarvoor een subsidie verkregen is voor het verwerven van een onroerend goed, moet de steller van het ontwerp bovendien het dispositief in dat opzicht verduidelijken, na er zich van vergewist te hebben dat het, in het kader van een subsidie voor het uitvoeren van werken, gerechtvaardigd is te vereisen dat documenten worden ingediend die al afgegeven zijn aan de gewestelijke administratie ter gelegenheid van de vereffening van de subsidie voor het verwerven van een onroerend goed.

Artikel 8

In punt 5° dient de aard van de stedenbouwkundige inlichtingen gepreciseerd te worden die de gemachtigde ambtenaar moet verstrekken.

Artikel 10

De verwijzing naar artikel 19 van de ordonnantie van 31 mei 2018 moet weggelaten worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11.

Artikel 14

1. De inleidende zin van artikel 14 moet gesteld worden als volgt:

“Art. 14. Teneinde te rechtvaardigen dat hij beantwoordt aan de verhogingscriteria zoals bedoeld in artikel 22 van de ordonnantie, bezorgt de begunstigde de hiernavolgende aanvullende documenten:”.

2. In plaats van in de punten 1° tot 6° de tekst van de ordonnantie van 31 mei 2018 over te nemen tussen aanhalingstekens, kan beter telkens verwezen worden naar de bepaling van de ordonnantie waarin de verschillende beoogde gevallen worden vastgesteld, te weten artikel 22, § 2, respectievelijk de punten 1° tot 6°.

3. In de punten 1° en 2° wordt geen gewag gemaakt van verhogingscriteria zoals aangekondigd in de inleidende zin van artikel 14, maar van met name temporele elementen (“De toestand wordt bekeken op het ogenblik van het antwoord op de projectoproep voor het beschouwde project”) die in acht genomen moeten worden om te beslissen over de aanvraag.

De afdeling Wetgeving ziet niet in welke aanvullende documenten de begunstigde zou kunnen bezorgen om te rechtvaardigen dat hij op correcte wijze beantwoordt aan die beoordelingselementen, die geen “verhogingscriteria” zijn.

De bepaling moet aldus herzien worden dat in de punten 1° en 2°, net zoals dat het geval is voor de punten 3° tot 6°, alleen elementen opgenomen worden die beschouwd kunnen worden als “verhogingscriteria”.

4. In de punten 3° tot 6° moet het woord “artikel” voluit geschreven worden.

5. In punt 4° wordt gewag gemaakt van “door het Brussels Instituut voor Milieubeheer gepubliceerde technische voorwaarden” om aan te tonen dat een investering energieperformant is. Die voorwaarde moet verduidelijkt worden. Bovendien valt op te merken dat de verordenende bevoegdheid bij de regering berust, onverminderd de delegaties die ze aan haar leden verleent, en dat een dispositief van verordenende strekking, uitgevaardigd door een instelling van openbaar nut, geen juridische waarde heeft als een wettelijke bepaling geen uitdrukkelijke machtiging in die zin aan de instelling in kwestie verleent, waarbij een dergelijke wettelijke bepaling, volgens de rechtspraak van de afdeling Wetgeving, overigens alleen uitzonderlijk toelaatbaar is wanneer inzonderheid de techniciteit van de verordening dat verantwoordt.

De bepaling moet herzien worden in het licht van die opmerking.

Artikel 15

1. In paragraaf 1 dienen de woorden “Krachtens artikel 14, 5) et 6)” weggelaten te worden want de regel vervat in die paragraaf 1 wordt niet uitgevaardigd krachtens die bepaling maar in samenhang daarmee. Als de steller van het ontwerp het nuttig acht, schrijve hij:

“Een begunstigde van een verhoging op basis van de criteria zoals bedoeld in artikel 14, 5° of 6°, meldt elke wijziging in de uurregeling van de gefinancierde infrastructuur aan de [voorts zoals in het ontwerp]”.

2. De tweede zin van paragraaf 1 heeft geen juridische strekking: ze moet weggelaten worden.

Artikel 18

1. Het eerste lid, dat een herhaling is van het bepaalde in artikel 24 van de ordonnantie van 31 mei 2018, moet weggelaten worden.

De ontworpen bepaling moet bijgevolg beginnen met een lid waarvan de eerste zin gesteld moet worden als volgt:

“Bij elk begeleidingscomité brengt de begunstigde de Directie Investerings op de hoogte van het verloop van de krachtens de ordonnantie gesubsidieerde projecten”.

2. Het tweede en het derde lid zijn bijzonder onduidelijk.

De bepaling moet herzien worden zodat de verplichtingen die het begeleidingscomité moet naleven, duidelijker omschreven worden.

Artikel 22

Bij artikel 20, vierde lid, van de ordonnantie van 31 mei 2018 wordt de regering gemachtigd “de bijzondere modaliteiten [vast te leggen] voor de berekening van de subsidie wanneer de investering betrekking heeft op onvoorzienbare werken”. Daarbij wordt ze eveneens gemachtigd om “voor elke categorie van investeringen, een maximumbedrag [vast te leggen] waarmee rekening moet worden gehouden bij de berekening van de subsidie”.

Het voorliggende artikel, dat steunt op dat artikel 20 en waarin vier types werken en uitgaven opgesomd worden die niet in aanmerking komen voor subsidie, heeft dus geen rechtsgrond.

De bepaling moet weggelaten worden.

Artikel 23

Uit artikel 23 volgt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt op de dag dat het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Bijlagen

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat bijlage B geen volledige uitvoering geeft aan artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 31 mei 2018. Ze moet herzien worden.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

Het ontwerp geeft aanleiding tot talrijke wetgevingstechnische opmerkingen, boven die welke hier reeds geformuleerd zijn.

Bij wijze van voorbeeld kan erop gewezen worden dat:

– het gebruik van het werkwoord “moeten” (met name in de artikelen 4, 6, eerste lid, 16) plaats moet maken voor het werkwoord dat de handeling in kwestie weergeeft, vervoegd in de onvoltooid tegenwoordige tijd;³

– het gebruik op verschillende plaatsen (met name in de artikelen 6, tweede lid, 17, § 1, eerste lid, 18) van de onvoltooid tegenwoordig toekomstige tijd eveneens vermeden moet worden ten gunste van de onvoltooid tegenwoordige tijd.⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.5.2.

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 3.11.1.